

Individualisme et crise de l'État

Deux dynamiques inséparables et antagonistes sont à l'œuvre dans la société, celle de l'individu et celle de la puissance collective. Aujourd'hui, le balancier penche plutôt du côté de l'individualisme mais on ne peut attendre d'un effet mécanique qu'il inverse la tendance : le rôle de l'État est à repenser.

ENTRETIEN AVEC MARCEL GAUCHET

Vincent Vandenberghe : Acceptez-vous l'idée que la crise dont on parle à propos de toute une série de phénomènes apparents — comme la difficulté de faire fonctionner les services publics — correspond à un phénomène à la fois très profond et nous venant de très loin ?

Marcel Gauchet : Je fais plus qu'accepter l'idée qu'il faut aller chercher les explications bien au-delà des mécanismes de la régulation macro-économique, même si ces facteurs ne me semblent pas du tout à négliger. Je déplore justement comme tout le monde que les économistes soient aussi mauvais. Si au moins nous pouvions nous reposer sur des raisonnements solides dans ce domaine, nous nous sentirions déjà mieux armés. Chacun peut constater que ce n'est pas le cas. Nous sommes, avec l'économie, au foyer de l'opacité. Le discours économique, c'est ce qui permet de parler de la société sans chercher à comprendre ce qui s'y passe. On la saisit de l'extérieur, par les *outputs*, en mettant entre parenthèses la boîte noire des comportements et des rapports sociaux. La démarche comporte une certaine efficacité. On conçoit qu'elle séduise. Elle a juste un inconvénient : plus elle s'installe, moins nous comprenons le monde social où nous évoluons, plus l'obscurité règne sur les processus qui peuvent conduire à ces résultats que la mesure économique nous donne à saisir. Après une phase de récession que personne n'avait prévue et dont la nature reste à ce jour mystérieuse, les officiels de la discipline nous annoncent aujourd'hui une phase de croissance durable. Pourquoi ? Mystère toujours. Mais peut-être pour une fois auront-ils raison. Nous sommes entrés et sortis de la crise sans comprendre un instant ce qui nous arrivait.

J'ajoute que je ne crois pas à une explication unique. Nous avons affaire à un empilement ou à un entrecroisement de facteurs de niveaux très différents. À certains égards par exemple, on peut se demander si nous n'avons pas affaire à un phénomène qui relève d'une sorte de régulation cyclique. Tout se passe comme si nos sociétés étaient incapables de fonctionner durablement sans ruptures. Nous avons vécu jusqu'il y a peu, en Europe, sur légionnaire coup de torchon de 1945. Changement de personnel dirigeant, déblocage général des situations, remise des compteurs à zéro, réformes de grande ampleur adoptées sans coup férir : résultat, un dynamisme remarquable pendant trente ou quarante ans, et puis peu à peu, tout se grippe de nouveau, on retourne à la sclérose antérieure. L'effet de table rase est dissipé : nous sommes dans les avantages acquis, la perpétuation des oligarques, les sédimentations corporatives, la fermeture des oligarchies. Comme si le mécanisme était incapable de se réguler de l'intérieur. Il ne paraît marcher qu'à la rupture imposée de l'extérieur, guerre ou révolution. Nous ne voyons pas de rupture à l'horizon : probablement viendra-t-elle pourtant, sous un jour inédit. Je ne parle de cela, encore une fois, qu'afin de marquer mes distances avec ce qui prétendait donner une clé de lecture unique. Nous sommes au milieu d'un nœud de déterminations.

UN INDIVIDU «FAIBLE» ?

Vincent Vandenberghe : *Les crises — celles frappant l'État en particulier — ne trouvent-elles pas en partie leur origine au niveau d'une défaillance de la sphère individuelle ? L'individu démocrate contemporain, se désinvestissant de la sphère collective pour se replier sur lui-même, ne serait-il pas «faible» ?*

Marcel Gauchet : Je ne suis pas d'accord avec le vocabulaire que vous employez, qui me semble induire une erreur de raisonnement. L'individu contemporain serait «faible» ? On pourrait tout aussi bien dire, et ce ne serait pas moins trompeur qu'il est trop «fort», avec son narcissisme en béton armé. Ces catégories de «force» et de «faiblesse» n'ont pas grande pertinence descriptive. Mais il est intéressant de relever à quel point nous sommes désarmés pour décrire, précisément, les réalités psychologiques que nous vivons tous les jours. Il y a des individus «forts» et il y a des individus «faibles». Cela ne veut pas dire que leur organisation personnelle est très différente. La même structure peut s'exprimer ici sur un mode dépressif et ailleurs sur un mode agressif. Avec de telles notions, on reste à la surface des choses. Mais j'admets que nous n'avons pas les mots. S'il est une crise, c'est celle du regard que l'humanité contemporaine porte sur elle-même. Où trouver du secours pour se savoir ? Du côté des sciences humaines ? N'en parlons même pas : elles sont aux abonnés absents depuis un bon moment. Mais il en va de même de la littérature, du cinéma, de l'art qui fonctionnent de tradition comme des moyens de connaissance. Balzac révélait leur société à ses lecteurs, comme Proust dévoilait leurs états d'âme à ses contemporains. Il y a aujourd'hui, c'est vrai, la télévision, formidable moyen d'interconnaissance — on sait tout ce qui se passe chez ses voisins et chez les gens qu'on ne verra jamais. Mais il ne livre que des faits, pas leur

intelligence. Notre monde n'a pas d'expression de lui-même. Nous avons accès à tout, mais nous ne savons pas regarder cette réalité et la penser.

Vincent Vandenberghe : *L'étiquette d'individu faible est sans doute maladroite ...*

Marcel Gauchet : Elle est aussi révélatrice. Spontanément, vous traduisez le problème dans des termes qui reviennent à faire de l'individu «une victime du système» : il est faible, ce n'est pas de sa faute. Vous procédez à une victimisation qui est en même temps une exonération : il n'est pas de taille, il faut lui pardonner, ce n'est pas à lui qu'il faut s'en prendre. Mais pourquoi vouloir toujours éluder le problème de la responsabilité des acteurs ? Dans le cas, le raisonnement est le plus trompeur qui soit. Je crois à l'opposé qu'il faut admettre qu'on a affaire à des individus responsables qui ont fait des choix dont les conséquences leur reviennent durement dans la figure. Il ne s'agit pas de les déresponsabiliser par principe, il s'agit de les éclairer sur les conséquences de leurs actes.

Vincent Vandenberghe : *Pensez-vous que le type humain européen se retrouve aux États-Unis avec, en toile de fond, une crise de l'État similaire à celle que nous connaissons en Europe ? Ou pensez-vous qu'il n'en est rien et, plus généralement, que la société américaine n'est pas en crise ?*

Marcel Gauchet : En posant que l'individu est «faible», vous vous posez à vous-même un problème qui n'a pas lieu d'être. La société européenne est protectrice, la société américaine est dure et violente. Mais pourquoi voudriez-vous que la structure psychologique des personnes soit foncièrement différente ? La même humanité réagit différemment en fonction de l'écart des contextes, concurrentiel ici et sécurisé là. On a affaire à deux variantes d'un même individualisme du point de vue des valeurs, mais dont les expressions sociales divergent.

Je ne vois pas en quoi on devrait parler d'une «crise de l'individu». Ce que j'aperçois, qui est tout différent, c'est l'apparition d'un type d'individu qui met la société en crise. Des personnes qui vont mal, il y en a toujours eu. Ce n'est pas le problème. Ce qui fait problème, c'est la capacité inédite des individus à mettre le fonctionnement collectif en crise. D'où vient-elle ? Que se passe-t-il dans les modes les plus profonds de constitution de la personnalité qui peut rendre compte d'un tel phénomène ?

LA DÉsertION CIVIQUE

Vincent Vandenberghe : *Ce que vous appelez la «désertion civique», n'est-ce pas un symptôme de la difficulté (et donc de la faiblesse) des individus à assumer la conflictualité inhérente à la vie en société ?*

Marcel Gauchet : L'important n'est pas dans la difficulté, mais dans le choix devant la difficulté : éviter la conflictualité au lieu de l'assumer. Pourquoi appeler cela «crise» ? Procédons par comparaison : notre crise a un grand précédent dans le siècle, la crise de 1929. À l'époque, au lieu de se détourner de la difficulté et du conflit, les acteurs s'y précipitent. Trouvez-

vous le personnage du nazi moins pathologique que celui du déserteur civique d'aujourd'hui qui va à la pêche le jour des élections ? Le militant totalitaire des années 30 me paraît un personnage beaucoup plus trouble psychologiquement que l'individu modérément civique que nous avons sous les yeux. S'il y a une crise de la société, les individus, pour leur part, paraissent plutôt aller mieux. Et c'est justement dans la mesure où ils vont mieux, je crois, que les choses se passent mal au plan collectif.

Vincent Vandenberghe : *Soit, l'individu actuel n'est pas génériquement faible, mais il est malgré tout correct de dire qu'il y a une corrélation entre le fonctionnement collectif et le type humain qui émerge à notre époque.*

Marcel Gauchet : Je suis entièrement d'accord sur le fond. Mais une fois qu'on s'est entendu sur le principe, tout est dans l'exécution. Prenons l'exemple d'une telle corrélation avec le phénomène qui paraît décisif anthropologiquement qu'est l'émergence de ce qu'on pourrait appeler «un individu de marché». Le marché, soit dit au passage, une de ces notions qu'on emploie à tout bout de champ, bien convaincu qu'on sait ce que c'est, alors qu'on n'y a jamais vraiment réfléchi. Jusqu'il y a peu, le «marché» désignait un secteur bien délimité à l'intérieur de la société. Le reste des activités fonctionnait selon d'autres règles et d'autres valeurs — en vérité, une grande partie de l'activité économique elle-même y échappait, l'agriculture, l'artisanat, le petit commerce. Aujourd'hui, non seulement le marché est devenu la norme de toute activité économique, mais il est devenu un modèle culturel intériorisé par les individus. Il induit des comportements dans les domaines les plus divers jusque dans la famille, chacun s'emploie à maximiser ses avantages et à minimiser ses inconvénients. S'il existe un marché sexuel, cela veut dire par exemple que l'intérêt d'un homme de quarante ans est de laisser tomber sa femme du même âge pour épouser une jeunesse de vingt ans. Il ne fait qu'exploiter son avantage naturel — le mécanisme marche moins bien dans l'autre sens. Le rapport des individus à la société en vient peu à peu à être gouverné par ce modèle, qui est en fait un modèle de prédation générale. Au lieu de servir les institutions, vous vous servez des institutions.

Christophe Derenne : *Dans ce cadre, il n'y a plus d'acteurs collectifs, mais des individus utilisant la dimension collective ?*

Marcel Gauchet : Prenez le cas des partis. On n'est plus à l'heure des militants dévoués qui se sacrifient pour une cause. Le militant d'aujourd'hui est quelqu'un qui utilise le parti à ses propres fins. Et on voudrait que la politique ait une belle image... Vous croyez que Mitterrand n'a pas «utilisé» le socialisme plus qu'il ne s'est préoccupé de le servir ?

Christophe Derenne : Vous dites que l'Europe a bénéficié d'une bouffée d'oxygène correspondant à l'effet de table rase de la Seconde Guerre mondiale, mais aujourd'hui se bloque à nouveau. Cette analyse vaut-elle pour les États-Unis ?

Marcel Gauchet : Dans une certaine mesure et sous d'autres formes. L'effet de souffle et de discontinuité n'a pas été le même, bien sûr, mais la propulsion au centre du dispositif mondial a représenté un changement d'orientation majeur. Et aujourd'hui, sur le fond, les problèmes ne me semblent pas se poser d'une manière essentiellement différente, relativement à la crise de l'État, au premier chef. Sauf qu'ils se posent à l'intérieur d'une société très différente, pour des motifs bien connus. D'abord une société sans la même pesanteur du passé que les sociétés européennes. Ensuite une société sans les mêmes développements de l'État sous les traits de l'État providence — le *welfare* américain n'a ni le même sens ni les mêmes dimensions.

Cela fait une grande différence, du point de vue qui nous intéresse. Les U.S.A. arrivent à créer des emplois mal qualifiés et mal payés que les Européens n'arriveront jamais à créer, en dépit des rêves des distingués économistes qui nous gouvernent. L'État providence a façonné un autre type d'attentes qui ne se défera pas, s'il doit se défaire, sans casse majeure.

Vincent Vandenberghe : *L'État providence est en faillite. Croyez-vous, comme l'affirment certains partis libéraux et/ou conservateurs, que l'Europe va le démanteler ?*

Marcel Gauchet : Ce pronostic me paraît complètement onirique. Il ignore le poids de l'histoire. Curieusement, c'est du côté des libéraux qu'est passée aujourd'hui l'illusion de la table rase et de la rupture pure que cultivaient les révolutionnaires. L'État providence est notre héritage. Nous ne nous en débarrasserons pas par décret. Il va s'agir de l'aménager et de le transformer.

Vincent Vandenberghe : *Vous êtes proche des conservateurs lorsqu'il s'agit de décrire des problèmes passés et présents de la démocratie, mais vous en êtes en même temps lointain, car vous refusez leur fatalisme.*

Marcel Gauchet : Précisons : je me sens proche des conservateurs modérés ou des conservateurs raisonnables — pas des prophètes d'apocalypse qui nous annoncent l'imminente dissolution de la société ou l'infaillible désagrégation de la civilisation. Pour mon compte, je ne suis ni optimiste, ni pessimiste, je ne me réclame ni du progressisme, ni du conservatisme. J'essaie simplement d'être réaliste — apparemment dans le monde où nous sommes, c'est ce qu'il y a de plus difficile. C'est cela qui m'amène en sympathie avec la lucidité d'observateurs dont je ne partage pas la philosophie de fond. Car force est de constater que les meilleurs analystes de la réalité démocratique se recrutent chez ses critiques conservateurs. Les démocrates, avec les meilleurs sentiments du monde, sont, hélas, le plus souvent des benêts bêlants, insensibles aux contradictions et aux difficultés des valeurs qu'ils entendent promouvoir. De l'utilité des conservateurs intelligents...

UNE SOCIÉTÉ D'INDIVIDUS

Christophe Derenne : *La condition de viabilité de la démocratie n'est-ce pas apprendre à «dominer le réel politique», assumer le caractère éminemment politique de nos sociétés ?*

Marcel Gauchet : Il n'y a pas que la politique dans les démocraties. Le principal se joue peut-être même aujourd'hui ailleurs. Pour toute une série de raisons, nous sommes en train de basculer dans une véritable société d'individus — un événement retardé depuis deux siècles par de puissants facteurs d'arrêt qui ne fonctionnent plus, comme la guerre avec son cortège de valeurs et d'exigences "holistes". Nous en arrivons à la concrétisation des critères purs de l'individualisme démocratique. Or dans ce monde une foule de choses qui ne faisaient pas problème deviennent problème : faire des enfants par exemple. Ce n'est pas la nature, c'est le choix des individus, avec des conséquences au plan collectif qui ne sont pas minces. Mais aussi bien les rapports entre les sexes. L'égalité, l'amour et la liberté se concilient-ils harmonieusement ? Rien moins qu'évident. Mais prenez l'éducation des enfants : que veut dire élever des enfants sans autorité ? Tant qu'il s'agissait de s'émanciper des oppressions du passé, tout allait bien. Maintenant que nous sommes émancipés, nous arrivons devant des vertiges et des dilemmes que nous n'avions pas soupçonnés. L'une des images d'Épinal les plus fausses parmi celles qui sont cultivées dans le moment est l'opposition entre bonheur privé et malheur public, comme si les questions insolubles ne se situaient que dans la sphère collective. Les questions ne se posent évidemment pas de la même façon dans les deux sphères, mais elles sont aussi béantes et douloureuses. Vivre selon l'égalité, vivre selon l'égalité des êtres, c'est extrêmement problématique. C'est cela que j'appelle l'apprentissage démocratique.

Vincent Vandenberghe : *L'histoire des démocraties serait faite d'alternance de moments plus individualistes et plus collectifs. Nous serions actuellement en pleine phase d'affirmation de l'individu aux dépens du collectif, mais le retour du balancier serait inéluctable. Partagez-vous ce point de vue ? Si oui, quelles formes ce retour au collectif pourrait-il prendre ?*

Marcel Gauchet : Cela me semble en effet une des manières plausibles de penser la situation et son devenir. Je ne crois pas aux explications univoques : nous avons affaire à un enchevêtrement de facteurs. Mais le retour du collectif après une phase d'individualisation me semble l'un des scénarios les plus sensés. Entendons-nous bien sur son principe. Il ne s'agit pas simplement du cycle *Exit and Voice* cher à Albert Hirschman. Celui-ci est d'ordre purement psychologique; il se réfère à l'avantage que l'acteur peut estimer avoir, alternativement, de se désengager ou de s'impliquer. Le phénomène que nous évoquons est d'un ordre différent, qui déborde de beaucoup les stratégies individuelles. Il implique le système de légitimité qui commande l'existence des démocraties : le système des droits des individus. Or celui-ci comporte une tension essentielle et irréductible entre deux dynamiques.

D'une part une dynamique individualiste, au sens courant du terme, tendant à faire prévaloir les droits des particuliers jusqu'à l'effacement de toute dimension collective. Mais aussi d'autre part une dynamique de la puissance collective, convertissant les droits individuels en souveraineté de tous jusqu'à la remise en cause de l'indépendance des individus. Ces deux dynamiques sont à la fois logiquement inséparables et pratiquement antagonistes. Et de fait, historiquement, elles tendent à dominer alternativement.

Ainsi, depuis deux siècles, depuis que l'idée des droits individuels est devenue l'âme de nos sociétés, on a vu se succéder, de manière plus ou moins régulière, des phases d'affirmation de l'individu (de libéralisation) et des phases d'affirmation du collectif (d'étatisation). Les sciences du XX^e siècle ont assuré un fort primat aux idéologies collectives, il est vrai. Autour de 1968-1970, nous nous en rendons de mieux en mieux compte avec le recul, il s'est produit un renversement du cycle. Nous sommes dans une phase d'individualisation marquée, et probablement n'en sommes-nous pas au bout. Mais on peut néanmoins penser, en effet, que le «Kondratieff idéologique» se retournera de nouveau, ou sous l'effet d'une perturbation extérieure, ou en fonction des difficultés internes de l'expansion individualiste.

Vincent Vandenberghe : *Si vous aviez à tenir un discours normatif, que diriez-vous ?*

Marcel Gauchet : Je m'en sens très peu capable, à la fois par nature (je suis plus analyste que prophète) et par conjoncture (notre peu de compréhension de la réalité présente rend les propositions normatives particulièrement décalées et gratuites). J'ai des préférences, comme tout le monde, mais elles n'ont pas plus et pas moins d'intérêt que celles de tout le monde.

Le seul terrain sur lequel je me sens fondé à émettre des propositions normatives est celui qui correspond à la justification de mes activités de tous les jours, en tant qu'enseignant et en tant qu'intellectuel — deux choses très différentes, comme on sait : non seulement il y a beaucoup de professeurs qui ne sont pas des intellectuels mais il y en a beaucoup qui sont anti-intellectuels, et encore plus en pratique qu'en théorie. J'essaie de contribuer, en tant qu'enseignant, au maintien et à la transmission d'une certaine tradition de réflexion. Je m'efforce, en tant qu'éditeur d'une revue, d'entretenir et d'illustrer une certaine tradition de fonctionnement public des choses de l'esprit. Ce sont des tâches qui me semblent aujourd'hui constituer des *devoirs* particulièrement pressants. Nous avons à nous préoccuper prioritairement aujourd'hui de sauvegarder la capacité d'éducation et la capacité de discussion. Tout simplement parce qu'elles sont particulièrement menacées et parce qu'elles sont des dimensions sans lesquelles il n'y a pas d'avenir pensable pour une démocratie digne de ce nom. Il y a là quelque chose à conserver, comme condition du reste. C'est un objectif limité, mais je le crois indiscutable.

Olivier Petit : *Dans Le désenchantement du monde, vous parlez du rôle que la bureaucratie est amenée à (ou devrait) jouer : chercher une sorte de correspondance fonctionnelle avec le pôle d'innovation de la société civile.*

En mettant cela en liaison avec ce que vous montrez dans Pacification démocratique, désertion civique, c'est-à-dire que l'on ne doit plus avoir un État qui imposerait un sens à la société ...

Marcel Gauchet : Ce n'est pas simplement qu'on ne «doit» plus, c'est qu'on ne peut plus. Vous pouvez essayer, vous n'y arriverez pas.

RÔLE DE L'ÉTAT

Olivier Petit : ... *quel est le rôle de l'État dans ce cadre ? Est-ce un État gestionnaire, essayant simplement de coller à la société civile — vous utilisez le terme de correspondance fonctionnelle — et de mettre en place des procédures pour malgré tout unifier et relier les problèmes des individus et de leurs relations conflictuelles ? Cela nous tire vers la figure d'un État qui serait animé principalement par une raison procédurale.*

Marcel Gauchet : C'est un aspect des choses. Le propos me semble juste, mais il n'épuise pas le problème, loin s'en faut. Un État qui cesse d'être transcendant et doctrinaire n'en reste pas moins une agence de sens. Or c'est un rôle que les États contemporains ne parviennent pas à assumer. L'État demeure le pôle de référence par rapport auquel la société se pense. Il a l'énorme responsabilité *cognitive* de faire apparaître des directions et des choix pour la société toute entière, même s'il n'en est pas le promoteur. Sans doute touchons-nous là au plus profond de la crise actuelle des États : ils sont inférieurs à leur fonction symbolique normale. En devenant procéduriers, ils cessent de répondre à l'attente de leurs ressortissants. Ils ne remplissent plus *convenablement leur fonction de connaissance et de publicité.*

Christophe Derenne : *Pour prolonger au niveau normatif, on pourrait imaginer que l'État se donne pour fonction de stimuler la capacité d'action collective des individus. Qu'il agisse à son interface avec la société civile, en vue de revaloriser la chose publique (exercice de la souveraineté populaire, de la créativité collective, du débat public). Un État qui stimulerait ainsi les individus — en apportant une logistique, en ouvrant un maximum d'espaces publics, etc. — s'orienterait dans la voie d'une repolitisation de la société civile. Réciproquement, il resterait à civiliser la vie politique, à moins que cela ne puisse se faire que de concert.*

Marcel Gauchet : Je vous suivrais volontiers, à ceci près qu'il faut bien s'entendre sur ce que c'est que cet «État» qu'il s'agit de mobiliser. L'État ce sont deux choses, un appareil administratif et un appareil de commandement politique issu du suffrage. La vérité est qu'on n'a jamais bien trouvé le joint entre les deux aspects. On s'en tire en parlant globalement et paresseusement de «l'exécutif», lequel est supposé exécuter les lois que lui dicte le législatif. Nous savons tous qu'il n'en est rien et que c'est l'exécutif qui dicte au législatif ce qu'il l'autorise à faire. Quant au pouvoir administratif personne ne sait au juste ce que c'est : il n'a pas de statut de droit, officiellement il se borne à répercuter les ordres qu'il reçoit; en pratique, il fonctionne à son compte, dans des conditions qui échappent largement à toute prise.

Au nombre des facteurs qui contribuent à ce renforcement ou à cette hégémonie homogénéisante des exécutifs, il faut compter l'internationalisation. L'exécutif est par excellence l'organe du lien avec le dehors. On le voit bien dans le cadre européen : le pouvoir est là où s'opère l'articulation avec l'échelon supérieur. Peut-être la globalisation affaiblit-elle la marge de manœuvre des États, mais elle renforce aussi leur rôle à l'intérieur de chacune des nations. Y compris symboliquement : l'État est le lieu où le monde extérieur devient lisible pour les citoyens. C'est en cela qu'il a un rôle essentiel de réassurance. Or c'est l'un des principaux points sur lesquels il est défaillant. Le malaise à l'égard de l'Europe, dans un pays comme la France, vient pour une grande part de là. Nos «élites», comme elles aiment à s'appeler, ne paraissent plus comprendre d'instinct à quoi sert l'État qu'elles pilotent. Celui-ci apparaît, en particulier aux yeux des plus démunis culturellement, comme une déstabilisation menaçante, comme l'agent d'une ouverture sur l'extérieur qu'il ne donne pas à maîtriser. C'est cela aussi l'État protecteur.

Propos recueillis par Christophe Derenne, Olivier Petit et Vincent Vandenberghe

Marcel Gauchet est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et rédacteur en chef de la revue *Le Débat*.

Les textes qui précèdent sont le prolongement de la journée d'étude «Quand les crises durent...», de l'Association des diplômés du département des sciences économiques de l'U.C.L. (ADEL) qui s'est tenue le 7 octobre 1994 à Louvain-la-Neuve. Le numéro 1/2 de février 1995 de *Reflets et perspectives de la vie économique* est consacré à cette journée. Les actes de la journée d'étude paraîtront fin 1995.

Ce dossier de *la Revue Nouvelle* a été coordonné par Christophe Derenne.